Communiqué de presse

Traité sur l'impunité des sociétés transnationales à l'ONU

La Suisse annonce qu'elle ne participe pas à la négociation

Genève, le 16 octobre 2019 : **Lors de la 5e session du Groupe de Travail intergouvernemental sur les sociétés transnationales de l'ONU, la représentante de la Suisse annonce que son pays ne participe pas directement à la négociation.**

Réuni à Genève depuis lundi pour sa 5e session, le Groupe de Travail intergouvernemental continue à plancher sur le projet révisé de traité des Nations Unies sur les multinationales. Mais, coup de théâtre, lundi, lors de la première réunion, la représentante de la Suisse déclare que : « Elle [la Suisse] demeure néanmoins sceptique par rapport à un éventuel traité international dans le domaine des entreprises et des droits de l'Homme et ne participe pas directement à la négociation. »

Alors que les organisations de la société civile encouragent l'administration fédérale à traiter la mise en oeuvre des propositions pour une participation active et constructive au processus du traité, la Suisse, par le biais de sa représentante au Groupe de Travail, fait marche arrière. La représentante helvète poursuit: « (…) elle [la Suisse] mène le dialogue avec les entreprises sises en Suisse qui opèrent dans des contextes à risque en matière des droits de l'Homme. »

En réalité, ce discours signifie que la Suisse laisse les multinationales libres d'agir à leur guise. De même, sur le plan national, le Conseil fédéral évite de prendre des mesures concrètes à l'égard de ces entités opérant à partir de la Suisse en faisant traîner le processus de l'initiative populaire pour des multinationales responsables. En bref, la position de la Suisse se résume à ne rien faire. Au niveau national comme à l'international.

La Campagne mondiale pour revendiquer la souveraineté des peuples, démanteler le pouvoir des sociétés transnationales et mettre fin à leur impunité est un réseau international dont le CETIM fait partie et qui regroupe plus de 200 membres, représentants de victimes, de communautés affectées et des mouvements sociaux du monde entier.

Contact presse :
Marie-France Martinez +41 (0)22 731 59 63 // 079 290 08 05
contact@cetim.ch